

## Avis officiels

*Cour d'arbitrage*

Publication de vacance, p. 402.

*Commission bancaire et financière*

Autorisation de la cession de droits et obligations entre une institution financière et un établissement de crédit (article 31 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit), p. 402.

*Ministère de la Justice*

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms. Publications, p. 403. — Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 12 décembre 1994, n° L 319; du 13 décembre 1994, n° L 320; du 14 décembre 1994, n° L 321; du 16 décembre 1994, nos L 323 et L 324; du 17 décembre 1994, nos L 325 et L 326, et du 19 décembre 1994, n° L 327, p. 404.

*Ministère de la Prévoyance sociale*

Accord national dento-mutualiste du 12 décembre 1994, p. 411.

*Ministère de l'Emploi et du Travail*

Dépôt de conventions collectives de travail, p. 416.

Renouvellement du mandat des membres de certaines commissions paritaires et sous-commissions paritaires, p. 419.

*Gouvernements de Communauté et de Région**Communauté française**Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation*

Appel aux candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de la Communauté française, p. 420.

## Officiële berichten

*Arbitragehof*

Bekendmaking van vacature, bl. 402.

*Commissie voor het Bank- en Financiewezen*

Toestemming van overdracht van rechten en verplichtingen tussen een in de financiële sector bedrijvige instelling en een kredietinstelling (artikel 31 van de wet d.d. 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen), bl. 402.

*Ministerie van Justitie*

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen. Bekendmakingen, bl. 403. — Inhoud van het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 12 december 1994, nr. L 319; van 13 december 1994, nr. L 320; van 14 december 1994, nr. L 321; van 16 december 1994, nrs. L 323 en L 324; van 17 december 1994, nrs. L 325 en L 326, en van 19 december 1994, nr. L 327, bl. 404.

*Ministerie van Sociale Voorzorg*

Nationaal akkoord tandheelkundigen-ziekenfondsen van 12 december 1994, bl. 411.

*Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid*

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten, bl. 416.  
Vernieuwing van het mandaat van de leden van sommige paritaire comités en paritaire subcomités, bl. 419.

*Gemeenschaps- en Gewestregeringen**Vlaamse Gemeenschap**Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap**Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur*

Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België. Samenstelling van de bestuurscommissie, bl. 420.

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 95 — 34

19 DÉCEMBRE 1994. — Arrêté royal déterminant les modalités de transfert de certains membres du personnel de l'Office belge de l'économie et de l'agriculture — Secteur produits et industries agricoles et alimentaires — au Ministère de l'Agriculture

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 77;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 juillet 1994;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 5 juillet 1994;

Vu le protocole n° 4 du 7 novembre 1994 du Comité du secteur V « Agriculture et Classes moyennes »;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par le fait que le présent arrêté fixe les mesures d'exécution prévues par l'article 77 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses, laquelle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994, que ces mesures d'exécution doivent produire leurs effets à la même date; de plus que les compétences et le personnel du Ministère de l'Agriculture seront transférés, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1995, au nouveau Ministère des Classes moyennes

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 95 — 34

19 DECEMBER 1994. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze waarop bepaalde personeelsleden van de Belgische Dienst voor bedrijfsleven en landbouw — Sector landbouw- en voedingsproducten en -industrieën — overgaan naar het Ministerie van Landbouw

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 augustus 1993 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op het artikel 77;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 juli 1994;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 juli 1994;

Gelet op het protocol nr. 4 van 7 november 1994 van het Comité van sector V « Landbouw en Middenstand »;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, van 16 juni 1989 en van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit de uitvoeringsmaatregelen vaststelt van het artikel 77 van de wet van 6 augustus 1993 houdende sociale en diverse bepalingen, die op 1 januari 1994 in werking trad; dat deze uitvoeringsmaatregelen op dezelfde datum uitwerking moeten hebben; bovendien dat de bevoegdheden en het personeel van het Ministerie van Landbouw uiterlijk op 1 januari 1995 zullen worden overgeheveld

et de l'Agriculture; qu'en vue de permettre équitablement à tous les agents concernés une affectation dans les emplois du nouveau ministère à la même date, certains membres du personnel de l'Office belge de l'économie et de l'agriculture — Secteur produits et industries agricoles et alimentaires — doivent être au préalable transférés au Ministère de l'Agriculture; que, dans ces conditions, le présent arrêté doit être pris sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre de l'Agriculture et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1<sup>o</sup> l'Office : l'Office belge de l'économie et de l'agriculture — Secteur « produits et industries agricoles et alimentaires »;
- 2<sup>o</sup> le Département : le Ministère de l'Agriculture;
- 3<sup>o</sup> les membres du personnel : les membres du personnel nommés à titre définitif, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail, à l'exclusion du personnel de nettoyage et de restaurant.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté :

- 1<sup>o</sup> les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils ont été admis au stage;
- 2<sup>o</sup> le membre du personnel engagé par contrat de travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitements dans laquelle son traitement est fixé.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé au sein de l'Office, une cellule « Nouvelle Politique agricole commune » dont le nombre de membres du personnel est fixé à 26. Cette cellule reprend les tâches qui doivent être transférées au Département.

§ 2. Les membres du personnel de la cellule sont transférés au Département soit d'office, soit à leur demande.

**Art. 3.** Les membres du personnel de la cellule chargés des tâches « de contrôle à l'exception des contrôles en matière d'intervention, prime aux brebis et audit interne » — dont les noms figurent en annexe I au présent arrêté — sont transférés d'office au Département.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Pour les tâches de la cellule autres que celles définies à l'article 3, il est fait un appel aux volontaires parmi les membres du personnel affectés à l'Office selon la ventilation des emplois repris à l'annexe II.

§ 2. Les demandeurs qui possèdent la qualification requise sont classés par niveau, par grade et rôle ou régime linguistique et désignés dans cet ordre à une fonction correspondant à leur grade :

- 1<sup>o</sup> les agents définitifs;
- 2<sup>o</sup> les stagiaires;
- 3<sup>o</sup> les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes cités à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés de la façon suivante :

- 1<sup>o</sup> le membre du personnel le plus élevé en grade;
- 2<sup>o</sup> à grade égal, le membre du personnel le plus ancien en grade;
- 3<sup>o</sup> à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 4<sup>o</sup> à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

§ 3. Le critère d'ancienneté de grade ne s'applique pas au membre du personnel n'ayant pas la qualité d'agent définitif. L'ancienneté de service du membre du personnel n'ayant pas la qualité d'agent définitif, comprend la période durant laquelle il a fait partie de l'Office en tant que titulaire d'une fonction à prestations complètes, en quelque qualité que ce soit et sans interruption volontaire.

§ 4. Dans le cas où il n'y a pas, ou pas suffisamment de volontaires pour atteindre le nombre requis, des membres du personnel sont désignés.

Les membres du personnel sont désignés selon leur niveau, grade et en ordre inverse de celui de leur classement prévu au § 2.

**Art. 5.** Le transfert des membres du personnel visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, est communiqué via une note de service dans laquelle il est demandé à ceux-ci de faire savoir par écrit et dans les trente jours s'ils souhaitent être transférés au Département à l'un des emplois repris dans l'annexe II du présent arrêté.

naar het nieuwe Ministerie van Middenstand en Landbouw; dat ten einde op dezelfde datum een billijke aanstelling mogelijk te maken van alle betrokken ambtenaren in de betrekkingen van het nieuwe ministerie, sommige personeelsleden van de Belgische Dienst voor bedrijfsleven en landbouw — Sector landbouw- en voedingsprodukten en -industrieën — van te voren naar het Ministerie van Landbouw moeten worden overgeheveld; dat in die omstandigheden dit besluit zonder uitstel moet worden genomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Landbouw en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

- 1<sup>o</sup> de Dienst : de Belgische Dienst voor bedrijfsleven en landbouw — Sector « landbouw- en voedingsprodukten en -industrieën »;
- 2<sup>o</sup> het Departement : het Ministerie van Landbouw;
- 3<sup>o</sup> de personeelsleden : de vastbenoemde personeelsleden van de Dienst, de stagiairs en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden met uitzondering van schoonmaak- en restaurantpersoneel.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit :

- 1<sup>o</sup> worden de stagiairs geacht de graad te bekleden waarin zij tot de stage werden toegelaten;
- 2<sup>o</sup> wordt het personeelslid dat bij een arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor het personeelslid werd aangeworven of, indien de overeenkomst zich niet uitspreekt over deze betrekking, de graad waaraan de weddeschaal verbonden is waarin zijn bezoldiging is vastgesteld.

**Art. 2.** § 1. Er wordt bij de Dienst een cel « Nieuw Gemeenschappelijk Landbouwbeleid » opgericht, waarvan het aantal personeelsleden op 26 wordt vastgesteld. Deze cel neemt de taken over die naar het Departement moeten worden overgeheveld.

§ 2. De personeelsleden van de cel worden hetzij van ambtswege, hetzij op hun verzoek, naar het Departement overgeheveld.

**Art. 3.** De personeelsleden van de cel die belast zijn met de taken « controle behalve de controles inzake interventie, ooiënpremie en interne audit » — waarvan de namen vermeld zijn in bijlage I van dit besluit — worden van ambtswege naar het Departement overgeheveld.

**Art. 4.** § 1. Voor de taken van de cel, andere dan die bepaald in artikel 3, wordt een beroep gedaan op de vrijwilligers onder de personeelsleden die bij de Dienst zijn ingedeeld volgens de verdeling van de betrekkingen vermeld in bijlage II.

§ 2. De aanvragers die de vereiste kwalificatie bezitten, worden per niveau, graad en taalrol of -stelsel gerangschikt en in die orde aangewezen voor een met hun graad overeenstemmende betrekking :

- 1<sup>o</sup> de vaste ambtenaren;
- 2<sup>o</sup> de stagiairs;
- 3<sup>o</sup> de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden.

In elk van de in vorig lid genoemde groepen worden de personeelsleden als volgt gerangschikt :

- 1<sup>o</sup> het personeelslid dat het hoogst in graad is;
- 2<sup>o</sup> bij gelijke graad, het personeelslid met de grootste graad-anciënniteit;
- 3<sup>o</sup> bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 4<sup>o</sup> bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd.

§ 3. Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast voor het personeelslid dat niet de hoedanigheid van vaste ambtenaar heeft. De dienstanciënniteit van het personeelslid dat niet de hoedanigheid van vast ambtenaar heeft, omvat de tijd gedurende welke het in enige hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking deel heeft uitgemaakt van de Dienst als titularis van een ambt met volledige prestaties.

§ 4. Indien er geen of onvoldoende vrijwilligers zijn, worden, tot het vereiste aantal is bereikt, personeelsleden aangewezen.

De personeelsleden worden aangewezen volgens hun niveau, graad en in de omgekeerde volgorde van de rangschikking bepaald in § 2.

**Art. 5.** De overdracht van de in artikel 4, § 1, vermelde personeelsleden wordt ter kennis gebracht via een dienstorder waarin zij worden verzocht schriftelijk en binnen dertig dagen te laten weten of zij wensen te worden overgedragen aan het Departement op één van de betrekkingen opgenomen in bijlage II van dit besluit.

Ils adressent leur demande directement au fonctionnaire dirigeant de l'Office.

**Art. 6.** Les membres du personnel visés à l'article 4, § 1er, sont transférés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres sur proposition conjointe du Ministre des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture.

**Art. 7.** Les membres du personnel sont transférés selon leur rôle ou régime linguistique. Ces transferts ne sont pas de nouvelles nominations.

Les membres du personnel sont transférés dans leur grade ou dans un grade équivalent de même rang.

Ils conservent leur ancienneté administrative et pécuniaire.

Ils conservent également leur régime pécuniaire ou bénéficiaire d'un régime pécuniaire équivalent.

Le personnel sous régime contractuel est transféré avec le maintien des droits et obligations résultant de son contrat d'engagement.

**Art. 8.** Lorsque des membres du personnel sont chargés de l'exercice d'une fonction supérieure à l'Office, il est uniquement tenu compte pour leur transfert de leur grade statutaire. Si au Département, ils sont à nouveau chargés, dès la date de leur transfert et sans interruption, de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'ils ont exercée à l'Office, ils sont censés poursuivre l'exercice de la fonction supérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

**Art. 9.** Les membres du personnel de l'Office transférés au Département y conservent le dernier signalement qui leur a été attribué. Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement. Si à la date de son transfert un membre du personnel a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie au Département.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables aux membres du personnel de niveau 4 ayant fait l'objet d'une mention défavorable.

**Art. 10. § 1er.** Les membres du personnel de l'Office, lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade, conservent au Département les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un de ces examens.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen au Département.

§ 2. Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal est clos à la date la plus ancienne.

§ 3. Si, à la date du transfert, un concours d'accession au niveau supérieur ou un examen d'avancement auquel le membre du personnel peut participer, est annoncé à l'Office, ledit membre du personnel conserve le droit à la participation, même s'il est transféré durant le déroulement de l'examen.

Le paragraphe 1er du présent article s'applique au membre du personnel ayant réussi un concours ou examen visé au premier alinéa.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1994.

**Art. 12.** Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

Ze richten hun aanvraag rechtstreeks tot de leidend ambtenaar van de Dienst.

**Art. 6.** De personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 1, worden overgedragen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit genomen op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Economische Zaken en van de Minister van Landbouw.

**Art. 7.** De personeelsleden worden overgedragen volgens hun taalrol of -stelsel. Deze overdrachten zijn geen nieuwe benoemingen.

De personeelsleden worden in hun graad of in een gelijkwaardige graad van dezelfde rang overgeheveld.

Ze behouden hun administratieve en geldelijke anciënniteit.

Ze behouden ook hun bezoldigingsregeling of verkrijgen een gelijkwaardige bezoldigingsregeling.

Het personeel dat onder contract is aangeworven, wordt overgeheveld met behoud van de rechten en plichten die uit dit contract voortvloeien.

**Art. 8.** Voor de personeelsleden die in de Dienst belast zijn met de uitoefening van een hoger ambt, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad. Indien zij in het Departement vanaf de datum van de overdracht zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van hetzelfde hoger ambt als hetgeen zij in de Dienst uitoefenden, worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen geacht het hoger ambt verder uit te oefenen.

**Art. 9.** De personeelsleden van de Dienst die overgedragen worden naar het Departement behouden aldaar de laatste beoordeling die hen werd toegekend. Die beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling. Indien een personeelslid op de datum van zijn overdracht een beroep tegen de hem toegekende beoordeling heeft ingesteld, wordt dit beroep in het Departement afgehandeld.

De bepalingen van het vorig lid gelden ook voor de personeelsleden van niveau 4 die een ongunstige vermelding gekregen hebben.

**Art. 10. § 1.** De ambtenaren van de Dienst die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad, behouden in het Departement de aanspraken op bevordering die zij door het slagen voor een van die examens hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden ze geacht het vergelijkend examen of examens te hebben afgelegd in het Departement.

§ 2. Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om eenzelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum is afgesloten.

§ 3. Wanneer in de Dienst op datum van de overdracht een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of een examen voor verhoging in graad aangekondigd is waaraan het personeelslid kan deelnemen, behoudt het het recht op deelneming, ook al wordt het tijdens de afwikkeling van het examen overgedragen.

Paragraaf 1 van dit artikel is van toepassing op het personeelslid dat geslaagd is voor een in het eerste lid bedoeld vergelijkend examen of examens.

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

**Art. 12.** Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Justitie en van Economische Zaken,

M. WATHELET

De Minister van Landbouw,

A. BOURGEOIS

Annexe I : Services transférés intégralement  
(art. 3)

Les services de contrôle, à l'exception des contrôles en matière d'intervention, prime aux brebis et l'audit interne — 5 membres du personnel

Liste des noms par niveau, rôle ou régime linguistique

Bijlage I : Integraal overgedragen diensten  
(art. 3)

De controlediensten, behalve de controles inzake interventie, ooiënpremie en de interne audit — 5 personeelsleden

Lijst van de namen per niveau, taalrol of -stelsel

A. Les services de contrôle — A. Controlediensten  
Niveau II+ — Niveau II+ ou/of Niveau II — Niveau II  
Premier contrôleur principal — Eerste hoofdcontroleur  
Callebaut, Luc (N)  
Assistant administratif — Bestuursassistent  
Vanden Bulcke, Rik (N)  
Contrôleur de 2e classe — Controleur 2e klasse  
Broeckx, Hugo (N)

B. Prime au brebis — B. Ooiënpremie  
Niveau II+ — Niveau II+ ou/of Niveau II — Niveau II  
Assistant administratif — Bestuursassistent  
Courtois, Véronique (F)

C. Audit — C. Audit  
Niveau I — Niveau I  
Ingénieur principal-chef de service — E.a. ingenieur-hoofd van dienst  
De Rijcke, Marcel (N)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 décembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 december 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Justitie en van Economische Zaken,

M. WATHELET

De Minister van Landbouw,

A. BOURGEOIS

Annexe II : Services transférés partiellement  
(art. 4, § 1er)

Autres membres du personnel — 21 membres du personnel

Bijlage II : Gedeeltelijk overgedragen diensten  
(art. 4, § 1)

Overige personeelsleden — 21 personeelsleden

NIVEAU	GRADE GRAAD	N	F	TOTAL TOTAAL
1	Inspecteur ou ingénieur/ Inspecteur of ingenieur	1	1	2
	Secrétaire d'administration/ Bestuurssecretaris	1	1	2
2+	Secrétaire de direction/ Directiesecretaris	1	—	1
	Traducteur/Vertaler	—	1	1
2		5	3	8
3		5	—	5
4		—	2	2
Personnel administratif Administratief personeel				
TOTAL/ TOTAAL		13	8	21

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 décembre 1994.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,  
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,

**M. WATHELET**

Le Ministre de l'Agriculture,

**A. BOURGEOIS**

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 december 1994.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Justitie en van Economische Zaken,

**M. WATHELET**

De Minister van Landbouw,

**A. BOURGEOIS**

#### MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 35

**13 DECEMBRE 1994.** — Arrêté ministériel autorisant l'accès d'un fonctionnaire de l'Administration des douanes et accises au Registre national des personnes physiques

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 27 septembre 1984 autorisant l'accès de certaines autorités du Ministère des Finances au Registre national des personnes physiques, notamment l'article 1er,

Arrête :

**Article 1er.** Le directeur régional de la Direction nationale des recherches des douanes et accises est autorisé à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéas 1er et 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 décembre 1994.

**Ph. MAYSTADT**

#### MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 — 35

**13 DECEMBER 1994.** — Ministerieel besluit waarbij aan een ambtenaar van de Administratie der douane en accijnzen, toegang wordt verleend tot het Rijksregister der natuurlijke personen

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister der natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 september 1984 waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van Financiën toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 1,

Besluit :

**Artikel 1.** Aan de gewestelijk directeur van de Nationale Opsporingsdirectie der douane en accijnzen wordt toegang verleend tot de informatie bedoeld in artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister der natuurlijke personen.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 13 december 1994.

**Ph. MAYSTADT**

#### MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 95 — 36

**25 NOVEMBRE 1994.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 6 février 1946 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et toxiques

**ALBERT II**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 11 mars 1958, 1er juillet 1976 et 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Régent du 6 février 1946 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et toxiques, modifié par les arrêtés royaux des 3 mars et 1er octobre 1953, 20 mars 1956, 31 mai 1958, 30 décembre 1960, 26 septembre et 31 octobre 1962, 5 septembre 1969, 10 avril 1970, 2 février et 12 avril 1971, 10 février, 27 juillet et 7 octobre 1972, 18 février 1974, 5 juin 1975, 18 juillet 1980, 7 avril, 18 mai et 29 juin 1981, 2 juin, 3 juillet et 22 décembre 1987, 30 juin 1989, 9 janvier 1992 et 7 juin 1993 et par les arrêtés ministériels des 21 août 1959, 23 août 1961, 8 septembre 1969, 16 juillet 1971, 24 août 1972, 28 mars 1975 et 5 octobre 1976;

Vu l'avis de la Commission des médicaments;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

#### MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 95 — 36

**25 NOVEMBER 1994.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 6 februari 1946 houdende reglement op het bewaren en het verkopen van giftstoffen

**ALBERT II**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 11 maart 1958, 1 juli 1976 en 14 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Regent van 6 februari 1946 houdende reglement op het bewaren en het verkopen van giftstoffen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 maart en 1 oktober 1953, 20 maart 1956, 31 mei 1958, 30 december 1960, 26 september en 31 oktober 1962, 5 september 1969, 10 april 1970, 2 februari en 12 april 1971, 10 februari, 27 juli en 7 oktober 1972, 18 februari 1974, 5 juni 1975, 18 juli 1980, 7 april, 18 mei en 29 juni 1981, 2 juni, 3 juli en 22 december 1987, 30 juni 1989, 9 januari 1992 en 7 juni 1993 en bij de ministeriële besluiten van 21 augustus 1959, 23 augustus 1961, 8 september 1969, 16 juli 1971, 24 augustus 1972, 28 maart 1975 en 5 oktober 1976;

Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;